

## Le vaccin doit être un bien public mondial : exigeons la levée des brevets !



Le vaccin doit être un bien public mondial : exigeons la levée des brevets !

temps de lecture 3 min 10



Le parti communiste, par la voix de son secrétaire national, Fabien Roussel a lancé un appel public à la mobilisation pour manifester dans toute la France devant les ARS pour demander que l'on fasse de ce vaccin un bien commun et obtenir la levée des droits sur les brevets et qu'il puisse être produit en France. La fédération du Gers PCF 32 organisait un rassemblement pluraliste et citoyen devant l'ARS du Gers pour demander à la commission européenne la levée des brevets des monopoles pharmaceutiques.

### Extraits de l'intervention d'Éric Cadoré secrétaire départemental du PCF 32



...Il y a un an, jour pour jour, l'OMS annonçait à Genève l'état de pandémie mondiale avec la propagation fulgurante du coronavirus sars cov 2 déclenchant la maladie baptisée COVID.

...Un an plus tard les variants ont immanquablement fait leur apparition avec des cinétiques de propagation rapides. Le Covid-19 a infecté plus de 118 millions de personnes et en a tué 2,6 millions ans le monde. On va atteindre les 90 000 décès en France. Plus de 10 % des patients tombés malades développent des formes longues de la maladie.

...Les conséquences humaines, sociales et économiques de la crise sanitaire révèlent avec une ampleur inégalée la faillite du capitalisme mondialisé et des années de politiques austéritaires prônée par les institutions européennes et mises en œuvre par les gouvernements libéraux au service de la finance !

...Le gouvernement a annoncé des mesures restrictives supplémentaires localisées, mais la campagne de vaccination patine toujours. Nos collectivités, Département du Gers et Région Occitanie, les maires de nos communes ont pris les mesures nécessaires sur les masques puis les tests et maintenant les vaccinations, disons plutôt l'acte de vacciner, mais les doses manquent ! Mais notre Pays, puissance mondiale, est devenu à force de casse industrielle, de renoncements pour la recherche publique, et de casse du service public hospitalier et sanitaire tout simplement incapable de produire sur son sol des vaccins et même des traitements.

...La logique des brevets qui privatise les vaccins pour assurer les profits des entreprises du Big-pharma empêche de produire les vaccins à la hauteur des besoins. Les profits de ces multinationales passent avant nos vies ! Songez que Pfizer annonce un gain de 15 milliards d'euros grâce au vaccin et une augmentation de 40 % de son chiffre d'affaire cette année. On comprend pourquoi les doses vaccinales ont été réservées aux pays les plus offrants ! et pourquoi des millions de personnes dans le monde n'ont pas accès au vaccin. Moins de 6 % de la population de notre pays a été vaccinée. La campagne de vaccination doit être accélérée en France, dans l'UE et dans le Monde. En l'absence de traitement, c'est la seule issue possible dans cette crise sanitaire.

...Il s'agit d'une nécessité impérieuse ! En effet, la réponse à la crise sanitaire ne peut être que collective et mondiale et nécessite pour cela de faire passer les vies humaines avant les intérêts des multinationales. C'est d'ailleurs une idée partagée largement par la population comme le confirme le dernier sondage paru dimanche dernier dans le JDD.



C'est pour faire des vaccins des biens communs de l'humanité que le 30 novembre dernier, nous avons lancé la campagne européenne « **Pas de Profit sur la Pandémie** ». Celle-ci, par le biais de l'initiative citoyenne européenne (ICE) de pétition : <https://noprofitonpandemic.eu/fr/> , vise à obtenir 1 million de signatures dans au moins 7 États Membres de l'UE pour exiger un changement législatif à la Commission Européenne. Depuis novembre dernier, de nombreuses organisations ont rejoint la campagne qui en regroupe aujourd'hui plus de 200 au niveau européen. De nombreuses personnalités et organismes rejoignent aujourd'hui ces revendications comme dernièrement le président de l'OMS ou le comité bioéthique de l'UNESCO.

**Eric Cadoré terminait son intervention par cette forte demande** : « Un an jour pour jour après la déclaration de la pandémie, exigeons de la commission européenne et de nos gouvernements qu'ils fassent tout pour faire des vaccins et des traitements anti-pandémiques un bien public mondial, librement accessible à tous ! »

 [pour lire entièrement l'intervention d'Eric Cadoré](#)